

## Avenant 126 du 15 mars 2019

### RELATIF A LA CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Les Avocats Employeurs de France (A.E.F.)  
représenté par

La Chambre Nationale des Avocats en Droit des Affaires (C.N.A.D.A.)  
représentée par *Jean Krow*

Le Centre National des Avocats Employeurs (C.N.A.E.)  
représentée par

La Fédération Nationale des Unions des Jeunes Avocats (F.N.U.J.A.)  
représentée par

Le Syndicat des Avocats de France Employeurs (S.A.F.E.)  
représenté par

Le Syndicat des Employeurs des Avocats Conseils d'Entreprises (S.E.A.C.E.)  
représenté par

*Rien th - RESOLUTION*  
*Le Syndicat des avocats de France Employeurs (SAFE) représenté par Guy Dupont*

L'Union Professionnelle des Sociétés d'Avocats (U.P.S.A.)  
représentée par

d'une part

#### ET :

La Fédération des services C.F.D.T. Branches des Professions Judiciaires,  
représentée par

La Fédération C.F.T.C. Commerce, Services, Force de Vente (C.S.F.V.C.F.T.C.)  
représentée par

La Fédération Nationale C.G.T. des Sociétés d'Études et de Conseil et de Prévention  
représentée par *LECHAT WOE*

La Fédération des Employés et Cadres C.G.T.-F.O (F.E.C.-F.O.).  
représentée par *Collye SIMON*

L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (U.N.S.A.),  
représentée par *Bruno QUEVEDA*

d'autre part

## Avenant 126 du 15 mars 2019

### RELATIF A LA CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### Préambule

Cet accord reconduit la contribution conventionnelle de la branche sur la formation professionnelle continue.

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Objet*

Le présent accord a pour objet de reconduire la contribution conventionnelle de la branche sur la formation professionnelle continue.

En application des dispositions de l'article L6332-1-2 du Code du Travail, les entreprises de 1 à 299 salariés versent une contribution conventionnelle de formation à l'OPCO, qui sera désigné pour le champ de l'article 2, qui s'élève à 0,35 % de la masse salariale brute du personnel non avocat, à l'exception des entreprises dont le siège est implanté dans un D.R.O.M.-C.O.M. qui selon les dispositions légales, versent leur contribution formation à un organisme interprofessionnel.

Cette contribution s'applique à la collecte exigible en 2020 sur la masse salariale de l'année 2019.

#### Article 2

##### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant de la convention collective nationale de Convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats du 20 février 1979 étendue par arrêté du 13 novembre 1979 (IDCC 1000).

#### Article 3

##### *Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.*

Pour l'application de l'article L 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur la fixation du taux de la contribution n'avait pas à porter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L 2232-10-1, sous réserves des situations explicitement évoqués dans l'accord. En effet, celui-ci doit s'appliquer quel que soit la taille de l'entreprise dans une branche composé presque exclusivement d'entreprise de moins de 50 salariés.

lf NF  
B a

## **Avenant 126 du 15 mars 2019**

### **RELATIF A LA CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

#### **Article 4**

##### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 5**

##### *Révision*

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **Article 6**

##### *Date d'application*

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur au jour de la publication au Journal Officiel.

#### **Article 7**

##### *Dépôt et publicité*

Le présent accord fera l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L.2231-6 et D.2231-2 du Code du travail, auprès des services du ministre chargé du travail.

#### **Article 8**

##### *Extension*

Les partenaires sociaux conviennent de demander l'extension du présent accord conformément aux dispositions de l'article L.2261-15 du Code du Travail.

Fait à Paris, le 15 mars 2019 en 3 exemplaires.

Handwritten signatures and initials in blue and purple ink, including "NF" and a large stylized signature.

## Avenant 126 du 15 mars 2019

### RELATIF A LA CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

AVOCATS EMPLOYEURS DE FRANCE (A.E.F)

FEDERATION DES SERVICES CFDT, BRANCHE  
PROFESSIONS JUDICIAIRES (C.F.D.T)

CHAMBRE NATIONALE DES AVOCATS EN  
DROIT DES AFFAIRES (C.N.A.D.A.),

FEDERATION COMMERCE, SERVICES, FORCE DE  
VENTE CFTC (C.S.F.V.C.F.T.C.)

CENTRE NATIONAL DES AVOCATS EMPLOYEURS  
(C.N.A.E),

FEDERATION NATIONALE CGT DES SOCIETES  
D'ETUDE ET DE CONSEIL ET DE PREVENTION,  
(C.G.T.)

FEDERATION NATIONALE DES UNIONS DES  
JEUNES AVOCATS (F.N.U.J.A.),

FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES  
FORCE OUVRIERE (F.E.C. – F.O.)

P/O Cathy SIMON  
Nicolas FAINTRENIOS

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE  
EMPLOYEURS (S.A.F.E.),

L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS  
AUTONOMES (U.N.S.A)

SYNDICAT DES EMPLOYEURS DES AVOCATS  
CONSEILS D'ENTREPRISES (S.E.A.C.E.)

UNION PROFESSIONNELLE DES SOCIETES  
D'AVOCATS (U.P.S.A.)

Syndicat des avocats de France  
(employeurs)